



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement**

Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2023-0019

du 26 janvier 2023

**modifiant l'arrêté n° PREF-DCDD-2007-204 du 21 mai 2007
autorisant la BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIÈRE
à exploiter une blanchisserie industrielle
sur le territoire de la commune d'AUXERRE**

Le Préfet de l'Yonne,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du titre 1 du livre II, relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses, et le Titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;

Vu le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté « RSDE » du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées ;

Vu la circulaire du 23 mars 2010 relative aux adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 relative aux actions de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCDD-2007-204 délivré le 21 mai 2007 à la BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIÈRE pour l'exploitation d'une blanchisserie industrielle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2011-0321 du 8 septembre 2011 instaurant des prescriptions complémentaires concernant les modalités de surveillance provisoires des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;

Vu le porter-à-connaissance déposé le 19 octobre 2022 par la BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIÈRE sollicitant la rehausse des valeurs limites d'émissions concernant les rejets aqueux et notamment de la DCO et de l'azote global (NGL) ;

Vu le rapport du 20 décembre 2022 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 11 janvier 2023 ;

Vu le courrier en date du 19 janvier 2023 par lequel l'exploitant fait part de l'absence d'observations sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'entrée en application de l'arrêté RSDE du 24 août 2017 modifie les valeurs limites d'émission applicables à la BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIÈRE ;

CONSIDÉRANT que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale ;

CONSIDÉRANT que les valeurs limites d'émission fixées pour la concentration de la DCO et de NGL peuvent être augmentées parce que les rejets de l'unité sont traités par la station de traitement des eaux usées de la commune de Monéteau ;

CONSIDÉRANT que les valeurs sollicitées par la BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIÈRE ne dépassent pas les VLE réglementaires, ni celles inscrites dans la convention de déversement conclue avec la commune ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas de problème de compatibilité avec le milieu pour ces substances ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE LA DÉCISION

Article 1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIÈRE, dont le siège social est situé 10 rue des Caillottes, zone industrielle de la Plaine des Isles – 89000 AUXERRE, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Article 1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les articles 4.3.9 et 9.2.3 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-204 du 21 mai 2007, sont abrogés et remplacés par les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – DÉFINITIONS

Au titre du présent arrêté on entend par :

QMNA : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.

QMNA5 : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.

Zone de mélange : zone adjacente au point de rejet où les concentrations d'un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementales. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementales sur le reste de la masse d'eau.

ARTICLE 3 – CIRCULATION DES EFFLUENTS ET LOCALISATION DES REJETS

Rejets externes

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement ou celle nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	Rejet 1	Rejet 2	Rejet 3
	Coordonnées en Lambert 93	X : 743215,53 m Y : 6746900,09 m	X : 743201,71 m Y : 6746895,46m	X : 743161,99 m Y : 6747024,33 m
Nature des effluents		Eaux usées domestiques et industrielles	Eaux pluviales de toitures	Eaux pluviales de ruissellement (sur les voiries, les parkings, les aires de stationnement des camions)
Réseau de collecte et traitement si existant		STEU de Monéteau	STEU de Monéteau	STEU de Monéteau

Type de rejet en sortie du site		Les eaux domestiques et industrielles sont collectées ensemble et envoyées vers la STEU communale. Le prélèvement des eaux résiduelles pour analyse se fait avant le branchement des eaux domestiques, et après traitement dans la station de traitement interne.	Une partie est évacuée dans le réseau public. Une autre partie est évacuée dans un bassin d'orage après passage par un débourbeur déshuileur.	Collectées en deux réseaux différents. Un réseau interne qui après collecte passe dans deux séparateurs d'hydrocarbures puis rejoint le réseau public au point de rejet R2. Un deuxième réseau interne qui après collecte passe dans deux autres séparateurs.
Cours d'eau final	Code masse d'eau	HR70A	HR70A	HR70A
	Nom masse d'eau	L'Yonne du confluent de l'Armançon (exclu) au confluent de la Seine (exclu)	L'Yonne du confluent de l'Armançon (exclu) au confluent de la Seine (exclu)	L'Yonne du confluent de l'Armançon (exclu) au confluent de la Seine (exclu)
	QMNA5 (m³/s ou L/s)	11 000 l/s	11 000 l/s	11 000 l/s

Tout autre rejet d'effluent susceptible d'être pollué autre que ceux prévus dans ce tableau, direct ou indirect, vers les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface est interdit.

ARTICLE 4 – GESTION DES OUVRAGES

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées aux rejets par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés et portés périodiquement sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé sont notés sur un registre.

Article 5 – REJETS DANS LE MILIEU NATUREL

Article 5.1 Pour l'ensemble des rejets.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Le rejet respecte les dispositions des articles 22 et 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur ;
- suppression des émissions de substances dangereuses ;
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions ;
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage ;
- la déclaration des résultats d'autosurveillance sous GIDAF.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollués est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (température, concentration en polluant).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet.

Article 5.2 Valeurs limites d'émission pour les rejets aqueux industriels (point de rejet R1)

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux définies ci-dessous :

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal journalier (g/j)	Périodicité minimale d'autosurveillance
pH	1 302	5,5 – 8,5	/	continu
Température	1 301	30°	/	continu
Débit	1 552	150 m3/j	/	journalier
MES	1 305	300	45 000	mensuelle
DBO5	1 313	500	50 000	mensuelle
DCO	1 314	2 000	150 000	mensuelle
Azote global	1 551	50	5000	mensuelle
Phosphore total	1 350	50	2 000	mensuelle
Hydrocarbure totaux (1)	7 007	10	/	trimestrielle
AOX (1)	1 106	1	/	trimestrielle
Chrome total (2)	1 389	0,050	7,500	trimestrielle
Cuivre	1 392	0,400	60	trimestrielle
Plomb	1 382	0,025	6,500	trimestrielle
Étain (1)	1 380	2	/	trimestrielle
Nickel	1 386	0,050	7,500	trimestrielle
Zinc	1 383	0,800	120	trimestrielle
Ions fluorures	7 073	15	/	trimestrielle
Manganèse (1)	1 394	1	/	trimestrielle
Fer + aluminium (1)	7 714	5	/	trimestrielle
Étain (1)	1 380	2,000	/	trimestrielle
Indice phénol	1 440	0,300	45	trimestrielle
Indice cyanures totaux	1 390	0,100	/	trimestrielle
Chloroforme/ Trichlorométhane	1 135	0,200	30	trimestrielle
Diphényléthers bromés (somme des composés) (1)	/	0,050	/	trimestrielle

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal journalier (g/j)	Périodicité minimale d'autosurveillance
Nonylphénols	1958	0,025	3,75	trimestrielle
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	6616	0,050	7,5	trimestrielle

(1) Absence de NQE pour ce paramètre

(2) Pour le chrome et ses composés, la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur sera vérifiée au regard du chrome total (le paramètre « Chrome total (code SANDRE : 1389) possède une NQE ; en revanche, il n'en existe pas pour les composés « Chrome trivalent (Cr III) » et « Chrome hexavalent (Cr VI) »)

Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la plus petite des deux valeurs suivantes (lorsqu'elles existent) :

- la norme de qualité environnementale (cas des substances chimiques) ;
- la valeur de concentration correspondant à la classe d'état « bon état ».

Sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Article 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS, PUBLICITÉ ET EXÉCUTION

Article 6.1 Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif de Dijon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'accomplissement de la dernière formalité suivante :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois, prolongeant de deux mois supplémentaires les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6.2 Publicité et notification

Le présent arrêté est notifié à la BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIÈRE.

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'AUXERRE pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6.3 Exécution et diffusion

Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire d'Auxerre ;
- Madame la Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté ;
- Monsieur le Chef du Service départemental de l'Yonne de l'Office français pour la biodiversité.

Fait à Auxerre, le **26 JAN. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale

A stylized, handwritten signature in purple ink, consisting of a large, loopy 'P' and 'G' followed by a horizontal stroke.

Pauline GIRARDOT

